

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA La Vatine
60 000 Beauvais

Beauvais, le 11/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



SITA NORMANDIE PICARDIE

Le Champard - CD12
60510 ROCHY CONDE

Références : IC-R/0287/22-BV

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2022 dans l'établissement SITA NORMANDIE PICARDIE implanté Le Champard - CD12 60510 ROCHY CONDE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Vers 07h15, le conducteur d'engins voit de la fumée et prévient au talkie-walkie. Il arrose à l'aide d'un RIA. 07h23, déclenchement des procédures internes SITA OISE de gestion du risque incendie, SDIS 60 alerté. 07h26, déclenchement de la caméra thermique. 07h34 - 11h00 intervention SDIS, feu maîtrisé, arrosage préventif par Sita Oise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SITA NORMANDIE PICARDIE
- Le Champard - CD12 60510 ROCHY CONDE
- Code AIOT dans GUN : 0005106740
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société SITA OISE exploite un centre de transit de déchets issu de la collecte sélective de déchets ménagers et industriels, et un quai de transfert de déchets.

Les installations du site de Rochy-Condé sont réglementées par arrêté préfectoral complémentaire du 21 janvier 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- nature des installations ;
- incidents ou accidents ;
- règles d'implantation ;
- dispositifs de prévention des accidents ;
- activité déchets ;
- émissions dans l'air ;
- réception, entreposage et traitement des déchets sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
PC 4 : Activité déchets	Arrêté Préfectoral complémentaire du 21/01/2020, article 8.1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
PC 5 : Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22	/	Mise en demeure, respect de prescription
PC 6 : Réception, entreposage et traitement des déchets sur le site	Arrêté Préfectoral complémentaire du 21/01/2020, article 8.1.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PC 1 : Nature des installations	Arrêté Préfectoral complémentaire du 21/01/2020, article 1.2	/	Sans objet
PC 2 : Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral complémentaire du 21/01/2020, article 2.5.1	/	Sans objet
PC 3 : Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Préfectoral complémentaire du 21/01/2020, article 7.3.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie a été rapidement maîtrisé, car, survenu en heures ouvrables. L'aire de stockage et de tri des déchets doit être refaite.

Le sol est très abimé et le mouvement des engins ne fait qu'aggraver la situation. La délimitation de l'aire de stockage au moyen de bennes métalliques n'est pas acceptable. Une délimitation complète de l'aire de stockage de tri permettra de supprimer les risques de propagation des incendies et de maîtriser la prolifération des nuisibles.

2-4) Fiches de constats

PC 1 : Nom du point de contrôle : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 21/01/2020, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Tableau de classement
<p>Prescription contrôlée : [...] 2714-1 - E - 17 400 m³ Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m³. Déchets industriels valorisables : emballages en mélange (carton, papier, plastique). Déchets de palettes (bois de classe A ou B).</p> <p>2716-1 - E - 2 420 m³ Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m³. Plastique à valoriser (petits lots de plastique conditionnés sur palette ou caisse). Plastique à valoriser (pare-choc voiture, plaques de plexi, bouteilles, bobines, films, apports en vrac ou big-bag).</p> <p>DIB à trier. DIB trié et stocké dans différents bennes : bois, cartons, film plastique naturel, film plastique. [...]</p>
<p>Constats : Le 01 juillet 2022, un départ de feu a eu lieu sur l'aire de stockage des DIB à trier sur le site exploité par la société Sita Oise à Rochoy-Condé. Cet événement est le second depuis le début de l'année 2022. L'origine du sinistre n'a pas été identifiée le jour de l'inspection. Toutes les dispositions ont été prises pour isoler le réseau d'eaux pluviales pour garantir la rétention des eaux d'extinction. Les agents de première intervention ont isolé le flux. Ils ont également humidifié la zone pour limiter l'extension aux autres déchets. Les pompiers sont intervenus rapidement. Les déchets calcinés seront évacués pour être éliminés. Les eaux d'extinction seront pompées pour être évacuées. L'exploitant communiquera les justificatifs d'élimination des déchets et des eaux d'extinction à l'inspection.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC 2 : Nom du point de contrôle : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 21/01/2020, article 2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autre, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis une fiche de notification d'accident / incident par courriel le 04 juillet 2022 faisant office par ailleurs de rapport d'accident / incident. Suivant cette fiche, cet incendie s'est déroulé pendant les heures d'exploitation. Il n'a pas occasionné de conséquences humaines ni environnementales. L'impact de l'incendie se limite à des conséquences internes purement économiques. Leur estimation est comprise entre 10 et 15 k€. Les causes directes de l'incendie n'ont pu être déterminées. Les déchets concernés par l'incendie sont des déchets d'activités économiques non dangereux, ultimes, incinérables en transit. Toutefois, concernant les causes profondes, l'exploitant émet l'hypothèse de la présence de déchets à risque d'inflammation. Environ 18 tonnes de déchets évacués en ISDND. L'exploitant fournira les justificatifs d'élimination des déchets calcinés et des eaux d'extinction dans des filières dûment agréées.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC 3 : Nom du point de contrôle : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 21/01/2020, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements importants pour la sécurité des installations
Prescription contrôlée : [...] Les informations nécessaires à la mise en sécurité du site et les alarmes des dispositifs électroniques de détection d'incendie, les dispositifs de détection du déclenchement des dispositifs autonome de lutte contre l'incendie (sprinkler pour le local RIA) sont reportées comme suit : <ul style="list-style-type: none">• une alarme visuelle extérieur à proximité du local RIA• une alarme sonore au bureau d'accueil et la zone d'exploitation ;• une alerte sur smartphone de l'exploitant. Au plus tard sous 5 mois, l'exploitant met en place une vidéosurveillance par caméras, dont certaines ont une fonction thermique. La vidéosurveillance est reportée au bureau d'accueil et sur les smartphones de l'exploitant. [...]
Constats : C'est le service sécurité, environnement, risques incendie (SERI) de la société Suez qui pilote le suivi des dispositifs de sécurité. Le site est équipé de 9 caméras thermiques et 4 caméras visuelles. Les seuils de déclenchement des caméras thermiques sont de 300°C dans la journée et 80°C la nuit. La société LUXANT est le prestataire de surveillance des installations de Rochy-Condé. Cette société effectue les levées de doute en cas de déclenchement d'une alarme puis, alerte l'exploitant et les services de secours. Le hall du centre de transfert est équipé de 6 détecteurs de flamme qui déclenchent une sirène et alerte l'exploitant par messagerie. Le report des caméras thermiques est réalisé dans le bureau du responsable du site.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PC 4 : Nom du point de contrôle : Activité déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 21/01/2020, article 8.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement général de l'installation
Prescription contrôlée : Les aires de réception des déchets et les aires de stockages des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires. Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.
Constats : Les aires de réception des déchets ne sont pas nettement délimitées et ne sont pas clairement signalées. Les limites de l'aire dédiée au stockage des DIB à trier ne sont pas correctement définies. Sur le fond, des structures béton ne sont pas jointives. Elles sont en très mauvais état. Sur les deux côtés, ce sont des bennes métalliques qui délimitent la zone de stockage. Ces bennes sont remplies de déchets. En limite de propriété, les zones naturelles sont très sèches. Un sinistre pourrait facilement s'étendre à l'extérieur du site. Durant la visite des installations, l'inspection constate un stockage de tout venant d'un volume supérieur au casier de stockage. L'inspection constate que le dimensionnement et les conditions d'apport et d'évacuation doivent être adaptées au site pour limiter les envols et les dépôt en vrac.
Observations : cf planche photographique
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

PC 5 : Nom du point de contrôle : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Risques d'envols et de poussières
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.[...]
Constats : Durant la visite, l'inspection constate une présence importante de rats au niveau du quai de transfert. L'exploitant fait intervenir une société de dératisation tous les trois mois. Les dernières interventions datent du 25/10/21, 20/01/22 et 16/03/22. Les dispositions de l'aire de stockage actuelle (espaces entre les bennes, les structures en béton non jointives) facilitent le franchissement vers l'extérieur. Dans l'attente de la réfection de l'aire de stockage des déchets à trier, l'exploitant fera intervenir la société de dératisation tous les mois.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

PC 6 : Nom du point de contrôle : Réception, entreposage et traitement des déchets sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 21/01/2020, article 8.1.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage
Prescription contrôlée : [...] Les déchets doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs). [...]
Constats : L'inspection constate que les déchets ne sont pas stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution. Effectivement le sol de l'aire de stockage des déchets à trier est en mauvais état et n'assure plus la garantie de l'étanchéité. L'eau stagnante mélangée aux déchets génère des pollutions, des infiltrations et des odeurs. Cette aire ne peut être nettoyées pour prévenir des risques de pollution. L'aire de stockage des déchets à trier est à reprendre dans son intégralité.
Observations : cf planche photographique
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription